

SORTIR DE L'EURO CRÉERA DU POUVOIR D'ACHAT

Marine Le Pen, présidente du Front National, a demandé aux experts des questions économiques qui l'entourent de travailler sur un scénario de progression du pouvoir d'achat des Français, en rupture avec l'effondrement actuel.

Pour diverses raisons exposées ci-dessous, la sortie de l'euro et la souveraineté monétaire sont une des pistes les plus crédibles et les plus efficaces pour atteindre cet objectif primordial.

A. La mise en place de la monnaie unique s'est traduite par la vie chère

Cette hausse des prix, tous les Français l'ont constatée, et le sociologue Jean Viard l'a exposée dans son livre « Du franc à l'euro, la vérité sur les prix » :

- hausse de 23% du prix du croissant
- hausse de 45% du prix du café au comptoir
- hausse de 133% pour un kilo de pommes

Ce ne sont que quelques exemples.

Dans son plan en 12 étapes pour sortir de l'euro et bâtir la souveraineté monétaire, les experts du Front National ont suivi l'avis des économistes en précisant que le nouveau taux de conversion s'établirait à 1 franc = 1 euro. Cela rendra impossible les « arrondis » responsables de la hausse des prix. La sortie de l'euro se fera dans la transparence.

B. Sortir de l'euro, c'est donc sortir de la vie chère

C'est d'autant plus vrai que la sortie de l'euro permettra d'arracher notre économie à la glaciation dans laquelle elle est bloquée depuis la mise en place de la monnaie unique.

Une monnaie nationale pilotée par une Banque de France et un ministère de l'Economie stratégiques est, en effet, la condition d'une politique monétaire plus finement adaptée à nos besoins, une politique monétaire plus souple, plus intelligente, qui sera conduite pour lutter contre la crise, les délocalisations et le chômage.

Notons en effet que les pays européens qui ne sont pas entrés dans l'euro affichent des performances supérieures aux pays de la zone euro depuis dix ans : croissance moyenne de 2,5% par an contre 1,3% pour les pays européens de la zone euro, chômage à 5,4% contre 8,6% chez nous, et déficit de 1,5% du PIB contre 2,6% en moyenne dans la zone euro (données Eurostat).

Dans la crise actuelle, c'est la zone euro qui connaît les résultats les plus mauvais, et la récession a été ici plus brutale et plus longue que partout ailleurs dans le monde.

Seule une économie dynamique crée de l'emploi et du pouvoir d'achat, voilà pourquoi la sortie de l'euro est indispensable pour échapper au marasme.

C. Par ailleurs, le recours au franc nous permettra de mener une dévaluation compétitive bénéfique

Cette dévaluation compétitive est estimée par les experts à 20%, ce que les Britanniques viennent d'ailleurs de réaliser avec leur livre sterling. ⁽¹⁾

Cette dévaluation compétitive aura très vite un effet positif sur l'emploi et le pouvoir d'achat, en stimulant l'industrie, le commerce extérieur, et en permettant de lutter contre les délocalisations.

Dans une note du 23 février, le FMI de Dominique Strauss-Kahn conseille aux Etats-Unis de dévaluer le dollar pour relancer l'économie, admettant ainsi le bien-fondé des dévaluations. Mais c'est ici qu'il faut procéder ainsi ! L'euro fort a déjà causé nombre de ravages, et a même poussé Airbus à délocaliser en zone dollar, de l'aveu même de ses dirigeants.

La dévaluation du franc sera-t-elle synonyme d'inflation ? Absolument pas.

L'économiste Alain Cotta ⁽²⁾ l'a clairement démontré dans son livre « Sortir de l'euro ou mourir à petits feux », écrivant : « *L'accroissement de nos exportations serait immédiat. Cet accroissement induirait aussi vite l'amélioration de l'emploi et la baisse du chômage, donc un effet bénéfique pour nos finances publiques. Cette dévaluation aurait sans aucun doute la vertu d'améliorer notre déficit extérieur en croissance continue depuis cette période* » (pages 65 à 67)

Alain Cotta ajoute : « *Cette dévaluation serait-elle sûrement accompagnée d'inflation ? La corrélation entre les deux phénomènes n'est pas automatique. Au contraire, puisqu'une dévaluation réussie – la nôtre par exemple en 1968 et beaucoup d'autres avant et après – est précisément celle qui permet de rééquilibrer les finances extérieures sans inflation* » (pages 67 et 68).

(1) Un exemple est d'ailleurs très parlant : le Royaume-Uni a dévalué sa monnaie de 20%. Y-a-t-il une hausse de 20% des prix dans ce pays ? Non bien sûr.

(2) Docteur en sciences économiques, diplômé d'HEC, professeur à l'Université Dauphine et à HEC, auteur de nombreux livres, Alain Cotta est un économiste de renom qui inspire les travaux des économistes du Front National.

D. Enfin, sortir de l'euro, c'est un gain de pouvoir d'achat en évitant le plan de saccage social du FMI

Refusant de remettre en cause le dogme de l'euro, les pays de la zone euro se privent de l'arme monétaire comme variable d'ajustement face à la crise.

Ils choisissent dès lors de faire peser cet ajustement sur les dépenses budgétaires, c'est-à-dire les dépenses sociales, les services publics, les salaires et les taxes, bref sur les peuples.

La Grèce et l'Irlande, pays les plus touchés par la crise de l'euro, l'ont déjà été par ce plan de l'Union européenne et du FMI.

Il se traduit là-bas par une montée fulgurante de la pauvreté, du chômage, et une chute du pouvoir d'achat. Les retraites sont en baisse, comme les salaires et les traitements des fonctionnaires. En Irlande par exemple, le SMIC vient de chuter de 11,5 % ! Sans que la situation d'ailleurs ne s'améliore sur le fond.

Il faut éviter ce saccage social, et choisir la voie du pragmatisme, dessinée par nombre d'économistes soucieux du bien public. Cette voie, c'est celle de la sortie de l'euro et de la souveraineté monétaire, parce qu'il est toujours préférable d'anticiper plutôt que de subir.